

# *Par la grâce d'Allah* - Les talibans face au pouvoir

**Jean-Luc Racine**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/4 Hiver** , PAGES 203 À 217

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037303127**

**DOI 10.3917/pe.214.0203**

**Date de mise en ligne : 10/12/2021**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-4-page-203?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.





## Par la grâce d'Allah – Les talibans face au pouvoir

Par Jean-Luc Racine

**Jean-Luc Racine** est directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur *senior* à Asia Centre.

Le départ américain négocié avec les talibans, sans le gouvernement de Kaboul, ouvrait la voie à l'Émirat islamique d'Afghanistan, restauré plus vite que prévu. Il faut maintenant gouverner et faire face à de multiples défis : crise économique nourrissant une crise humanitaire, menace de Daech, non-reconnaissance du régime par une communauté internationale divisée, attendant que les promesses d'ouverture se manifestent, sans succès plusieurs mois après le retour d'un régime dominé par les mollahs.

politique étrangère

« Par la grâce spéciale d'Allah (qu'Il soit glorifié et exalté) nous célébrons l'Aïd alors que notre pays est sur le point d'atteindre l'indépendance et la pleine liberté<sup>1</sup>. » Le message du 9 mai 2021, annonçant la fin proche du Ramadan, d'Hibatullah Akhundzada, « émir des croyants » et plus haute autorité des talibans, ne laissait pas place au doute : la victoire était proche. Le 15 août, Kaboul tombait sans combattre avant même que les forces américaines aient achevé leur retrait d'Afghanistan. Le retour des talibans, vingt ans après leur défaite de 2001, soulève de multiples questions.

### Face au *blitzkrieg* taliban : une double faille

Négocié sans représentants du gouvernement afghan, l'accord signé entre l'administration Trump et le bureau de Doha des talibans le 29 février 2020, scellait *de facto* la défaite américaine et le sort de la République islamique d'Afghanistan. Actant le départ des troupes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), sans autres garanties qu'une

1. « Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Mumineen Shaikh-ul-Hadith Mawlawi Hibatullah Akhundzada (may Allah protect him) on the Occasion of Eid-ul-Fitr », 9 mai 2021.

promesse de négociations avec le pouvoir de Kaboul et l'engagement à ne pas héberger de groupes terroristes, l'accord de Doha a été vu par les insurgés comme une promesse de victoire.

Le 31 août 2021, fin du retrait américain dans le chaos de l'aéroport de Kaboul, Joe Biden déclarait : « En avril, j'ai pris la décision de terminer cette guerre. [...] Nous présumions que les forces nationales de sécurité afghanes, plus de 300 000 hommes, que nous avons formées depuis deux décennies, et équipées, seraient un adversaire puissant des talibans [...]. Cette présomption était erronée.<sup>2</sup> »

Le rapport de John Sopko, Inspecteur général pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), adressé au Congrès le 30 juillet 2021, avait tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme, rappelant que les talibans, qui contrôlaient 81 des 419 districts afghans au 23 juin, en contrôlaient plus de 200 le 21 juillet, ainsi qu'une part des routes majeures et six postes-frontières. Les forces nationales afghanes avaient certes repris quelques districts, et tenaient toujours les 34 capitales provinciales dont Kaboul, mais ces forces, notait Sopko<sup>3</sup>, « paraissent surprises et impréparées, et sont maintenant sur la défensive », ajoutant que « la tendance générale est clairement défavorable au gouvernement afghan qui pourrait faire face à une crise existentielle si rien n'était fait pour redresser la situation ». Tant sur le front militaire que sur celui de la reconstruction, il dénonçait un « optimisme exagéré omniprésent ».

Quatre mois ont suffi aux talibans après l'annonce officielle, le 14 avril 2021, du départ échelonné des forces de l'OTAN à compter du 1<sup>er</sup> mai, pour contrôler le pays. Une fois lancée l'offensive finale contre les villes, celles-ci tombaient l'une après l'autre – Kunduz le 8 août, Hérat et Kandahar le 13, Mazar-e Charif le 14, Kaboul le 15 –, les forces gouvernementales se retirant parfois sans combattre, faute souvent de chefs compétents et d'équipement, faute aussi de perspectives pour un gouvernement affaibli. Les chiffres officiels des forces armées étaient trompeurs, certains officiers les gonflant pour recevoir plus de crédits. Quant aux financements américains des forces afghanes, ils ont fortement décliné après 2015, alors même qu'à cette date elles passaient en première ligne<sup>4</sup>.

2. « Remarks by President Biden on the End of the War in Afghanistan », Maison-Blanche, 31 août 2021, disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

3. « Quarterly Report to the United States Congress », Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, 30 juillet 2021, disponible sur : [www.sigar.mil](http://www.sigar.mil).

4. N. Tian, « 20 Years of US Military Aid to Afghanistan », Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, 22 septembre 2021, disponible sur : [www.sipri.org](http://www.sipri.org).

L'effondrement ne doit pas faire oublier le lourd tribut payé par ces dernières en vingt ans de guerre : 66 000 morts au total, avec 47 000 victimes civiles et, selon les estimations d'Associated Press, quelque 50 000 talibans tués. Pour leur part, les forces américaines ont décompté 2 448 morts, auxquels s'ajoutent 3 846 prestataires américains tués, mercenaires ou non<sup>5</sup>.

Les milices civiles de volontaires, constituées en quelques semaines pour soutenir l'armée afghane, s'effondrèrent elles aussi. Les chefs de guerre de jadis, remobilisés, furent tout aussi inefficaces : les hommes forts du Nord, Atta Mohammad Noor et Abdul Rashid Dostum, se replièrent en Ouzbékistan, tandis que « le Lion d'Hérat », Ismail Khan, tombait aux mains des talibans le 13 août. Le lendemain, le président Ashraf Ghani renouvelait l'appel à la résistance lancé dix jours plus tôt, sans effet : aux portes de Kaboul, les insurgés y entraient le 15 août sans combattre. Ghani disparut, pour réapparaître le 18 aux Émirats arabes unis. Un départ « pour éviter un bain de sang » justifia-t-il, évoquant le sort de son prédécesseur Najibullah, tué puis pendu par les talibans lors de la prise de Kaboul en 1996.

L'effondrement de l'armée afghane ne peut se comprendre sans prendre en compte la faiblesse d'un État porté à bout de bras par des financements étrangers, mais aussi affecté de dysfonctionnements majeurs. Si la rapide chute de Kaboul a surpris, y compris les plus hautes autorités militaires américaines qui pensaient que la ville tiendrait plusieurs mois<sup>6</sup>, la défaite de l'OTAN était annoncée de longue date par nombre d'observateurs avisés<sup>7</sup>.

La seule résistance armée s'organisa dans la vallée du Panshir, ancien fief du commandant Massoud, à l'initiative de son fils Ahmad et du vice-président Amrullah Saleh, sans succès. Les deux hommes, rejoints par des officiers de l'armée afghane et d'anciens membres du gouvernement Ghani, tenteraient de transformer le Front national de résistance en gouvernement en exil<sup>8</sup>, depuis le Tadjikistan voisin. Une initiative incertaine

5. E. Knickmeyer, « Costs of the Afghanistan War, in Lives and Dollars », Associated Press, 17 août 2021, disponible sur : [apnews.com](http://apnews.com).

6. « Secretary of Defense Lloyd J. Austin III Remarks to the Senate Armed Services Committee », U.S. Department of Defense, 28 septembre 2021, disponible sur : [www.defense.gov](http://www.defense.gov).

7. G. Dorronsoro, « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé », *Critique internationale*, vol. 3, n° 21, 2003 ; A. Rashid, *Descent into Chaos. How the War against Islamic Extremism is Being Lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Londres, Allen Lane, 2008 ; G. Dorronsoro, *Le Gouvernement transnational de l'Afghanistan. Une si prévisible défaite*, Paris, Karthala, 2021.

8. L. O'Donnell, « Afghan Resistance Mulls Formation of Government in Exile », *Foreign Policy*, 24 septembre 2021, disponible sur : [foreignpolicy.com](http://foreignpolicy.com).

tant que la communauté internationale n'aura pas tiré les conséquences du retour des talibans au pouvoir.

Ce retour, s'il a poussé des dizaines de milliers d'Afghans à l'exil, ne peut se comprendre sans rappeler l'emprise des talibans sur les campagnes, en sus des infiltrés dans les villes, y compris dans des milieux éduqués. La lassitude populaire après quarante ans de guerre civile et plus de quinze ans de contre-insurrection, l'adhésion d'une partie de la population au patriarcat conservateur ainsi que les faillites d'une administration corrompue ou inefficace, expliquent pour une part les avancées des insurgés. Quand les anciens d'un village sont mobilisés par les talibans pour convaincre les forces gouvernementales du lieu de se rendre sans combattre, est-ce sous une pression menaçante des insurgés, ou bien par volonté de voir revenir la paix quelle qu'elle soit, ou alors par acceptation de la ligne idéologique des vainqueurs ?

Adam Baczko a montré aussi que, dans les districts repris par les talibans, leur pratique de la justice pour régler les conflits villageois était perçue comme plus pertinente que celle des autorités. Ils ont ainsi, en parallèle à l'insurrection armée, mené une « guerre par le droit », la pratique judiciaire à la base leur permettant d'incarner une certaine légitimité institutionnelle et religieuse<sup>9</sup>. La rhétorique des talibans met en avant cette dimension : « Le territoire sous le contrôle de l'Émirat islamique jouit d'une exceptionnelle sécurité où le droit des gens est garanti, où nul ne peut opprimer l'autre, où les voleurs et les corrompus sont neutralisés.<sup>10</sup> »

### **L'Émirat : principes et promesses**

Dans son long message du 9 mai 2021, l'émir Hibatullah Akhundzada déclarait : « Cette nation a le droit de vivre en accord avec ses normes religieuses, doctrinales, morales et culturelles. Le monde, y compris les Nations unies, doit reconnaître et respecter ce droit.<sup>11</sup> » Tout était dit : la ligne idéologique sur laquelle allait se rétablir l'Émirat islamique et la préoccupation d'une reconnaissance internationale, absente après la victoire de 1996.

Sur le premier point, une question décisive se posait toutefois. L'Émirat allait-il de nouveau sombrer dans les excès ayant marqué son régime

9. A. Baczko, *La Guerre par le droit. Les tribunaux taliban en Afghanistan*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

10. « Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Mumineen Shaikh-ul-Hadith Mawlawi Hibatullah Akhundzada (may Allah protect him) on the occasion of Eid-ul-Fitr », *op. cit.*

11. « Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Mumineen Shaikh-ul-Hadith Mawlawi Hibatullah Akhundzada (may Allah protect him) on the occasion of Eid-ul-Fitr », *op. cit.*

jusqu'en 2001 ? Akhundzada tentait de rassurer les opposants en leur offrant « amnistie et affection », affirmant que « les nations atteignent la gloire et l'honneur en promouvant tolérance et retenue ». Aux élites afghanes – intellectuels, politiques ou « personnalités d'influence » –, le même appel était lancé, les invitant « à rejoindre l'établissement d'un pur système islamique » et à travailler au développement du pays : « l'Émirat islamique apprécie leur dur travail et leurs efforts », et il a « désespérément besoin de leur expertise pour renforcer le futur gouvernement ». Commerçants et investisseurs n'étaient pas plus oubliés. L'éducation, elle, était définie comme « primordiale pour les futures générations et pour la prospérité nationale ». Les moudjahidines – combattants talibans – étaient pour leur part invités à ne succomber ni à l'arrogance ni à l'*hubris*, et à respecter « les droits de chacun, où que ce soit ».

C'est un message de même teneur que transmettait le porte-parole du mouvement Zabihullah Mujahid dans sa conférence de presse de Kaboul dès le 17 août – innovation spectaculaire cherchant à rassurer aussi bien le peuple afghan que la communauté internationale – : « Nous avons pardonné tous ceux qui nous ont combattus. Nous ne voulons pas de nouveau conflit.<sup>12</sup> » Pas d'esprit de revanche, volonté de paix intérieure : il s'agissait d'établir « un gouvernement islamique fort et inclusif ». La sécurité des ambassades et des organisations internationales serait assurée, comme celle des citoyens afghans.

## La question sensible des femmes

Sur la question sensible des femmes, l'Émirat confirmait leurs droits « dans le cadre de la charia » : « Elles peuvent être actives dans divers domaines, en fonction de nos réglementations : éducation, santé et autres [...] Il n'y aura aucune discrimination contre les femmes, dans le cadre des principes énoncés. » Après tout, « nos femmes sont musulmanes. Elles seront heureuses de vivre dans le cadre de la charia ». Même logique duale pour les médias : « les médias privés continueront d'être libres et indépendants », à ceci près que « les différences ethniques et religieuses et les hostilités ne doivent pas être promues », la priorité devant porter sur « les valeurs nationales, l'unité nationale, le consensus national ».

Les talibans ont-ils changé ? Mujahid répond qu'en matière d'idéologie et de valeurs « notre nation est musulmane, maintenant comme il y a vingt ans. Mais en termes d'expérience, de maturité et de vision, il y a une énorme différence », dont témoigneront les actions à venir. Encore

12. « Transcript of Taliban's First News Conference », 17 août 2021, disponible sur : [www.aljazeera.com](http://www.aljazeera.com).

faut-il qualifier cette différence. Quand apparut dans les années 2000 le terme de néo-taliban, il traduisait à la fois une stratégie de guérilla améliorée et un nouveau rapport à la technologie, illustré par Antonio Giustozzi dans son triptyque *Koran, Kalashnikov and Laptop*<sup>13</sup>. De fait, contrastant avec la discrétion des émirs, une vraie politique de propagande pilotée par la « Commission culturelle » se mit en place, amplifiée après l'ouverture d'un bureau au Qatar, destiné à faciliter le dialogue avec les puissances étrangères. Sites web en cinq langues (pashto, dari, arabe, ourdou et anglais), vidéos, comptes Twitter et applications diffusaient les positions des talibans, soulignaient leurs avancées sur le terrain, dénonçaient l'ennemi afghan ou « croisé », relevaient les redditions des gouvernements, etc.

Vers 2007, le concept de « talibans modérés », improbable oxymore, était dans l'air. L'administration Obama crut pouvoir fracturer l'insurrection en tablant sur un dialogue avec certaines factions, ce qu'Hamid Karzai avait aussi tenté après son élection en 2004. L'échec de cette stratégie conduisit à son opposé, le *surge* – 100 000 soldats américains au pic de 2011, on connaît la suite... Quand le dialogue reprit pour de bon sous Donald Trump qui voulait, comme son prédécesseur et comme son successeur, terminer cette guerre, les forces de l'OTAN de la mission *Resolute Support* ne comptaient plus que 17 000 hommes en septembre 2018, et moins de 10 000 en février 2021.

### **Le gouvernement « intérimaire »**

Le 7 septembre, trois semaines après la prise de Kaboul, le premier gouvernement taliban était annoncé, puis élargi à deux reprises. Les promesses d'avant-victoire garantissaient un « gouvernement inclusif », ce qui supposait la présence de minorités ethno-religieuses, de femmes, de personnalités politiques reconnues extérieures aux cercles talibans. Il n'en fut rien. Les discussions engagées par les talibans avec l'ancien président Hamid Karzai, avec Abdullah Abdullah, ancien numéro deux sous le gouvernement d'Ashraf Ghani, et avec Gulbuddin Hekmatyar, moudjahidine historique et chef du Hezb-e Islami, tournèrent court.

Aucune femme ne fut intégrée au gouvernement, et les minorités n'eurent qu'une représentation minimaliste : dans les 33 positions décisives de la première annonce, on compte un Ouzbek dans les deux adjoints au Premier ministre, et trois Tadjiks. Les Pachtounes sont donc

---

13. A. Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Londres, Hurst, 2007.

très majoritaires dans un cabinet qui compte beaucoup d'anciens ministres du premier gouvernement taliban, fondateurs du mouvement, dont Abdul Ghani Baradar, figure médiatique et leader du bureau politique de Doha ayant piloté la négociation finale avec les Américains et dirigé les délégations talibanes reçues en Russie, en Chine et en Iran ces dernières années. On annonçait Baradar à la tête du nouveau gouvernement mais il a dû s'effacer, non sans tension semble-t-il, devant une figure moins médiatisée mais historique elle aussi : Mohammad Hassan Akhund, à la tête pendant vingt ans de la *Rehbari shura*, le Conseil des dirigeants du mouvement, proche de l'émir Akhundzada après avoir été un proche du mollah Omar. Comme d'autres membres du gouvernement, Akhund est sur la liste des sanctions des Nations unies, tandis que le nouveau ministre de l'Intérieur, Sirajuddin Haqqani est à la tête du réseau Haqqani, classé organisation terroriste par les États-Unis après de multiples attentats en Afghanistan, et qui compte plusieurs membres dans le nouveau gouvernement. Le mollah Yaqoob, fils du mollah Omar, ancien dirigeant de la Commission militaire des talibans, devient ministre de la Défense. Fin politique, Akhund a probablement été choisi (sans doute avec la médiation du chef de l'Inter-Services Intelligence, les services secrets pakistanais, présent à Kaboul les 4 et 5 septembre) comme compromis entre diverses lignes<sup>14</sup>, de la même manière que l'avait été, en un sens, l'élévation d'Akhundzada au rang d'émir en 2016.

## La promesse non tenue d'un gouvernement inclusif

Le nouveau gouvernement renie les promesses d'ouverture : sa présentation comme « gouvernement intérimaire » veut suggérer à la communauté internationale que l'inclusion promise viendra plus tard, mais les élargissements du 21 septembre et du 4 octobre n'ont pas changé la donne, même si un chiite Hazara a rejoint le nouveau pouvoir, avec une poignée de Tadjiks et d'Ouzbeks. C'est sans conteste un gouvernement de talibans, avec quelques experts techniques, une hégémonie de la faction de Kandahar – berceau originel des talibans – dans une majorité écrasante de Pachtounes et une suprématie significative de religieux. Parmi les 52 ministres et leurs adjoints, on ne compte pas moins de 34 mollahs ou oulémas. De même dans l'armée où, si le *chief of staff* est un Tadjik du Badakhshan, mollahs et oulémas dominent les commandements des six corps d'armée, avec 17 postes sur 22<sup>15</sup>.

14. A. Giustozzi, « Behind the Scenes of the Taliban's Internal Power Struggle », *The World Politics Review*, 23 septembre 2021, disponible sur : [www.worldpoliticsreview.com](http://www.worldpoliticsreview.com).

15. Décompte à partir de M. van Bijlert, « The Taleban's Caretaker Cabinet and Other Senior Appointments », *Afghanistan Analysts Network*, 7 septembre 2020, disponible sur : [www.afghanistan-analysts.org](http://www.afghanistan-analysts.org).

Sans surprise, l'émir Akhundzada, toujours invisible, rappelait dans un message le 7 septembre<sup>16</sup> – le premier depuis la victoire des talibans – que le nouveau pouvoir « travaillera dur pour respecter les lois islamiques et la charia » afin « de reconstruire un pays déchiré par la guerre », en apportant « paix durable, prospérité et développement ». Il assurait que « l'Émirat islamique n'a de problème avec personne » et appelait « à ne pas tenter de quitter le pays ».

Derrière les paroles rassurantes reste le défi politique. Le régime doit-il s'inspirer du modèle iranien, avec un exécutif sous la tutelle idéologique d'un grand ayatollah, infiniment plus présent que l'émir afghan, et des élections, même dans un cadre biaisé ? Comment un mouvement mettant toujours en avant ses normes religieuses nationales et relevant de l'école sunnite hanafi, prendrait-il les chiïtes pour modèle ? Qui plus est, depuis la naissance du mouvement, l'idéologie des talibans, au moins pour une part du leadership, a subtilement évolué, dépassant les traditions ancrées dans les villages pachtounes pour s'ouvrir à des influences extérieures, arabes en particulier, venant des Frères musulmans comme de certains aspects d'Al-Qaïda, tout en restant à l'écart, dans ses objectifs, du djihad international<sup>17</sup>. Si cela a généré de nouvelles pratiques (de propagande par exemple), le mouvement reste islamo-nationaliste, ce qui importe à de nombreux pays voisins, comme à la communauté internationale.

L'existence de l'Émirat islamique d'Afghanistan ne résout pas tout : d'évidence, la construction de l'État n'est pas pleinement théorisée. Zabihullah Mujahid, désormais ministre, a annoncé le 23 septembre qu'une commission serait mise en place pour rédiger une nouvelle constitution, ses travaux devant probablement commencer en 2022. Dans l'attente du nouveau texte, le ministre de la Justice a curieusement annoncé que la Constitution de 1964, qui instaurait sous le roi Zahir Shah une monarchie de type parlementaire, pourrait être adoptée, « sans en retenir », toutefois, « les contenus qui pourraient être en contradiction avec la charia et les principes de l'Émirat islamique » – l'annonce reste cependant à confirmer<sup>18</sup>. Rappelons que de 1996 à 2001 les talibans avaient gouverné par ordonnances, et que la Constitution de 1964 donnait aux femmes, pour la première fois, le droit de vote.

16. Dépêche AFP, reprise dans : « Taliban Supreme Leader Tells New Government to Uphold Sharia Law », *The Dhaka Tribune*, 7 septembre 2021, disponible sur : [www.dhakatribune.com](http://www.dhakatribune.com). Les sites officiels de l'Émirat, redéfinis le 4 septembre, ne sont plus accessibles dans certains pays.

17. A. Gopal et A. Strick van Linschoten, « Ideology in the Afghan Taliban: A New AAN Report », *Afghanistan Analysts Network*, 29 juin 2017, disponible sur : [www.afghanistan-analysts.org](http://www.afghanistan-analysts.org).

18. S. Rasooli, « Use of Shah-Era Constitution not Final: Source », *Tolo News*, 29 septembre 2021, disponible sur : [tolonews.com](http://tolonews.com).

## Après la guerre : gouvernance et société

Deux mois après son retour au pouvoir, l'Émirat islamique est bien en peine de tenir ses promesses de stabilité, de paix et d'ordre. Nulle opposition structurée ne le menace, mais il doit opérer dans des conditions très différentes de celles de 1996, quand le régime des talibans s'affirmait contre l'anarchie des guerres civiles entre moudjahidines. Depuis la chute de 2001, la société afghane a changé, particulièrement dans les villes, et vingt ans de régime constitutionnel ont suivi, quelles qu'en furent les faiblesses. Décisive aussi – parmi ces faiblesses – la dépendance envers les financements extérieurs, aujourd'hui bloqués ou taris. La fuite de dizaines de milliers d'Afghans et les craintes de dizaines de milliers d'autres, qui n'ont pu émigrer, résultent des menaces prévisibles que fait peser sur le pays un autoritarisme théocratique. Face aux discours rassurants, la communauté internationale, fût-elle animée d'espérances diverses vis-à-vis des talibans, entend les juger sur les actes.

La promesse d'un gouvernement inclusif n'a pas été tenue et en matière de droits de l'homme tout reste à faire<sup>19</sup>. Les femmes sont écartées non seulement du pouvoir, mais de leur travail. Des manifestations de femmes inattendues se multiplient pour sauvegarder leur accès au travail et à l'éducation : petits groupes certes, mais emblématiques de temps nouveaux...

Le 18 septembre, le gouvernement annonçait la réouverture des écoles secondaires de garçons et le rappel des enseignants masculins, sans mentionner les filles. Des écoles secondaires de filles ont depuis rouvert dans quelques provinces, mais d'évidence le pouvoir n'arrive pas à trancher la question. Côté universités, on attend toujours la réouverture des établissements publics, les universités privées ayant rouvert sous obligation de séparation des sexes et de port du niqab pour les filles. Symbole fort, ou provocation : à Kaboul, le bâtiment qui abritait le défunt ministère des Affaires féminines a rouvert ses portes le 17 septembre à un nouvel occupant, le ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice, de sinistre mémoire. La presse n'est pas mieux lotie. Dans des difficultés financières marquées et sous la férule talibane, nombre de journalistes se sentent menacés : plusieurs d'entre eux, femmes incluses, ont été tués dans des attaques ciblées avant la chute de Kaboul. Selon la principale chaîne de télévision afghane, quelque 150 médias, en particulier provinciaux, ont fermé dans le mois qui a suivi le retour des talibans.

19. « The Fate of Thousands Hanging in the Balance. Afghanistan's Fall into the Hands of the Taliban », Rapport conjoint Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme et Organisation mondiale contre la torture, 21 septembre 2021, disponible sur : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org).

Restent violences et abus de pouvoir : l'émir avait mis en garde contre l'*hubris* des vainqueurs, il n'a pas toujours été entendu. Des homicides ont visé des civils et des militaires qui s'étaient rendus. Treize Hazaras ont ainsi été tués dans la province de Daykundi le 30 août, ce que les talibans ont démenti, et des militants de mouvements de droits de l'homme, comme des journalistes, ont été victimes d'intimidations. Des logements ont été aussi illégalement occupés, il a fallu que le Premier ministre Akhund appelle ses troupes à rejoindre les casernements. Les autorités ont aussi dû souligner que le port de la barbe et l'interdiction des téléphones portables pour les femmes, imposés dans certaines provinces, ne relevaient pas de la politique officielle.

### **Crise économique, crise humanitaire**

Avant la prise de Kaboul, les financements extérieurs, civils ou militaires, correspondaient à 45 % du produit national brut et comptaient pour 75 % de la dépense publique. Sanctions obligent, en attente d'une éventuelle reconnaissance du nouveau régime, le pays n'a pour l'heure plus accès aux 9,5 milliards de dollars déposés par la Banque centrale afghane dans les banques américaines (devises, or, bons du trésor américains), et la Banque mondiale ainsi que le Fonds monétaire international (FMI) ont gelé les crédits prévus pour l'ancien gouvernement Ghani. Faute de ressources, le système bancaire s'effondre : beaucoup ne touchent plus leur salaire ou ne peuvent retirer leurs dépôts dans les banques. Le dernier rapport de la Banque mondiale annonce « une contraction aiguë de l'activité économique », d'autant que l'Afghanistan importe tout son pétrole et 80 % de son électricité<sup>20</sup>.

Pire, la crise économique et politique aggrave la crise humanitaire. Le pays subissant la sécheresse et l'accès aux semences de blé d'hiver – culture décisive pour le pays – n'étant pas assuré, l'insécurité alimentaire devrait frapper plus d'un tiers de la population afghane, les plus touchés étant au bord de la famine, alerte l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans ses derniers appels à l'aide<sup>21</sup>. En parallèle, les services de santé s'effondrent, particulièrement dans les provinces où de nombreux établissements ont fermé, alors que les hôpitaux de Kaboul manquent de médicaments et de personnel.

20. « South Asia Economic Focus, Fall 2021 », Banque mondiale, p. 190-193.

21. « La sécheresse met en péril les moyens de subsistance de 7 millions de paysans en Afghanistan », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 28 août 2021, disponible sur : [www.fao.org](http://www.fao.org); « Afghanistan – La FAO appelle à lever d'urgence 36 millions de dollars des États-Unis pour préserver les moyens de subsistance ruraux et éviter des déplacements de masse », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 13 septembre 2021, disponible sur : [www.fao.org](http://www.fao.org).

## L'État islamique au Khorasan : le califat contre l'émirat

Autre promesse des talibans dans l'accord de Doha : veiller à ce que l'Afghanistan n'accueille plus de mouvements terroristes. Sont visés Al-Qaïda, qui a renouvelé son allégeance aux talibans lors de l'élection de l'émir Akhundzada et préserve des liens anciens avec le réseau Haqqani ; des mouvements d'Asie centrale et ouïghours ; et Daech *via* sa branche régionale, l'État islamique au Khorasan (IS-K), dont la création fut annoncée par le califat en janvier 2015.

L'IS-K, qui compte quelques milliers d'hommes, venus du Mouvement des talibans pakistanais (TTP), des talibans afghans et de combattants arabes ou d'Asie centrale, a mené un double attentat suicide le 26 août à l'aéroport de Kaboul en proie au désastre d'évacuations chaotiques, avec un lourd bilan de plus de 180 morts. Depuis, des attaques ciblées ont visé les talibans, dans la province de Nangarhar en particulier, bastion historique de l'IS-K. Le 4 octobre, l'IS-K attaquait une mosquée sunnite de Kaboul, lors d'une cérémonie à la mémoire de la mère de Zabihullah Mujahid. Mujahid n'en nia pas moins le danger, qualifiant Daech-Khorasan de « casse-tête, pas de menace » et affirmant que les cellules du mouvement étaient efficacement pourchassées après chaque attentat. Le 8 octobre pourtant, l'IS-K lançait une nouvelle attaque contre une mosquée chiite de Kunduz, lors de la prière du vendredi : 55 morts – attentat suicide rappelant ceux menés dans les quartiers chiites de Kaboul, contre une mosquée en 2017 (56 morts) et contre une école de filles en mai 2021 (85 morts). L'IS-K a sans doute subi le contrecoup de la chute du califat, en particulier pour son financement, mais il n'a assurément pas disparu.

### Quatre défis géopolitiques

Au-delà du voisin pakistanais, le bureau politique des talibans à Doha avait, depuis sa création en 2013, déployé une véritable diplomatie : dialogue avec les émissaires américains, dirigeants invités plusieurs fois en Russie lors de rencontres élargies, mais aussi en Chine, en Iran et en Turquie. La montée en puissance du Qatar sur le dossier afghan a naturellement eu écho aux Émirats arabes unis et en Arabie Saoudite, seuls pays avec le Pakistan à avoir reconnu le premier gouvernement taliban. Les forums et dialogues auxquels les talibans ont participé leur ont donné une précieuse crédibilité, mais celle-ci ne leur suffira pas. Il leur faudra répondre à quatre défis à dimensions géopolitiques.

Le premier défi, structurant, est celui de la reconnaissance du nouveau régime. Deux mois après la chute de Kaboul, aucun pays ne s'est aventuré

sur cette voie, pas même le Pakistan d'Imran Khan qui plaide inlassablement pour que la communauté internationale engage le dialogue avec un régime auquel il faudrait donner le temps d'évoluer. Faute de quoi, dit Khan, l'Afghanistan reviendra vingt ans en arrière, et la déstabilisation du régime ouvrira la porte aux flux de réfugiés et à Daech<sup>22</sup>. Pour autant, Islamabad a vite souligné qu'il ne saurait envisager de reconnaître seul l'Émirat.

Globalement, deux postures se dégagent. Les Occidentaux et le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) arguent qu'il ne peut y avoir de reconnaissance avant l'ouverture annoncée du régime (élargissement politique, droits de l'homme et statut des femmes, liberté de quitter le pays...). Les Américains, l'Union européenne et nombre

## Reconnaître le nouveau régime ?

d'ambassadeurs occidentaux ont renoué le dialogue à Doha, mais il ne vaut pas reconnaissance. Les talibans seront jugés sur leurs actes, a rappelé le sommet spécial du G20 sur l'Afghanistan du 12 octobre<sup>23</sup>. D'autres pays, Chine et Russie en particulier, outre le Pakistan, jugent au contraire que poser des conditions idéologiques revient à enfoncer le pays dans une crise aux effets imprévisibles. Wang Yi, ministre des Affaires étrangères chinois, reprend en gros l'argument pakistanais : « Imposer sa propre idéologie aux autres, interférer arbitrairement dans les affaires intérieures d'autres pays [...] n'apportera que trouble permanent et pauvreté, et causera de graves désastres humanitaires. » Selon lui, la communauté internationale doit être pragmatique et « soutenir l'Afghanistan dans le choix indépendant de sa voie de développement adaptée à ses conditions nationales, et encourager l'Afghanistan à éventuellement construire une structure politique élargie et inclusive qui mette en œuvre des politiques prudentes et modérées, tant sur le plan intérieur que sur le plan international<sup>24</sup> ».

Le consensus international suspendant la reconnaissance du nouveau régime pourrait pourtant se fracturer à court ou moyen terme. Pour leur part, les talibans ont proposé un de leurs porte-parole historiques comme ambassadeur à l'ONU, qui n'a pas donné suite. Leur discours affirme, par la voix du ministre des Affaires étrangères Amir Khan Muttaqi, leur

22. P. Osborne et D. Hearst, « Imran Khan: US Must Engage with Taliban or Face Chaos », *Middle East Eye*, 11 octobre 2021, disponible sur : [www.middleeasteye.net](http://www.middleeasteye.net).

23. « Chair's Summary of the G20 Meeting on Afghanistan », G20, 2 octobre 2021, disponible sur : [www.g20.org](http://www.g20.org).

24. « Wang Yi Attends the G20 Extraordinary Leader's Meeting on Afghanistan », Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, 12 octobre 2021, disponible sur : [www.fmprc.gov.cn](http://www.fmprc.gov.cn).

volonté d'avoir de bonnes relations avec le reste du monde et leur droit à être maître chez soi<sup>25</sup>.

Deuxième défi : prévenir l'aggravation de la crise humanitaire. L'ONU a appelé à intervenir d'urgence et l'Union européenne a promis un milliard de dollars. Fonds et secours doivent être distribués par les agences onusiennes sur le terrain, sans transit par le gouvernement taliban, mais l'ONU reconnaît que les talibans devront être impliqués dans la logistique à la base.

Troisième défi : la crise économique. Les donateurs occidentaux, Union européenne et États-Unis, distinguent l'aide humanitaire des financements économiques qui seraient conditionnés à l'évolution politique du régime, mais la crise économique aggrave la situation humanitaire. La Chine et le Pakistan appellent à lever les sanctions imposées par Washington (les milliards de l'État afghan bloqués dans les banques américaines) et les gels de crédit décidés par le FMI et la Banque mondiale. Une demande formulée par l'Émirat lors de la rencontre de son ministre des Affaires étrangères avec les délégués américains et européens au Qatar à la mi-octobre, alors que le système bancaire afghan est à l'arrêt. Le paramètre économique contribuera aussi à façonner les relations extérieures de l'Émirat, tant en matière de connectivité énergétique que pour les richesses minières afghanes inexploitées, dont le cuivre et le lithium, un métal stratégique dont Pékin, qui voudrait étendre le corridor économique Chine-Pakistan vers l'Afghanistan, ne peut se désintéresser.

Quatrième défi : l'éradication des mouvements terroristes. Pour la Russie et les républiques d'Asie centrale, comme pour la Chine, la crainte majeure est celle d'une montée en puissance de l'État islamique au Khorasan, qui compte dans ses rangs des combattants de divers mouvements salafistes régionaux liés de longue date à Al-Qaïda : Ouzbeks du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, bête noire de Moscou, ou Ouïghours séparatistes du Mouvement islamique du Turkestan oriental, c'est-à-dire du Xinjiang, rebaptisé Parti islamique du Turkestan. Pour l'Iran, qui a soutenu des factions talibanes dans l'Est afghan, l'IS-K est d'abord un mouvement anti-chiites. Islamabad a de son côté explicitement demandé aux talibans afghans de prendre la main sur les talibans pakistanais du TTP, dont beaucoup sont passés en Afghanistan, certains pour rejoindre l'IS-K, alors

25. « New Chapter Opened in Afghanistan, World Relations: Muttaqi », *Tolo News*, 12 octobre 2021, disponible sur : [tolonews.com](http://tolonews.com).

que le TTP reprenait ses actions terroristes sur le sol pakistanais. L'Inde, quant à elle, craint que se ravivent les liens anciens entre l'Afghanistan et les djihadistes pakistanais ciblant le Cachemire.

Plus largement, Américains, Européens et monarchies du Golfe redoutent qu'un Afghanistan instable redevienne un foyer du djihadisme international et, pour les Européens, que l'insécurité, ajoutée à la crise économique et humanitaire afghane, suscite de nouveaux mouvements massifs de réfugiés – préoccupation partagée par le Pakistan et l'Iran. Face à la menace de Daech, l'Émirat a refusé de coopérer avec les États-Unis (qui se réservent le droit de frapper par drone le sol afghan), et s'estime « capable de faire face à Daech indépendamment<sup>26</sup> ». Les puissances régionales font toutefois pression sur Kaboul, multipliant consultations ou initiatives militaires, telles les manœuvres *Frontier* conduites au Kirghizistan par la Russie et trois républiques d'Asie centrale en septembre, faisant suite aux exercices sino-russes, à la veille de la chute de Kaboul, au Ningxia.

### Un nouveau Grand jeu ?

L'échec américain était prévisible, mais l'impréparation de l'évacuation des civils a ajouté à la déconfiture, bien que le président Biden ait vanté « l'extraordinaire succès de cette mission » qui a au total exfiltré 120 000 personnes. Les commentaires sur le « déclin américain » ont alimenté les chroniques : les alliés de Washington peuvent-ils compter sur les États-Unis après l'abandon de l'Afghanistan<sup>27</sup> ? Certes, la gravité de la situation mérite des consultations tous azimuts, comme l'architecture « troïka plus » (Russie, États-Unis, Chine plus Pakistan) inaugurée par Moscou. Mais un autre cercle pourrait croiser le précédent, le CRIP : Chine, Russie, Iran, Pakistan, parfois dépeint comme une manière de contre-Quad (États-Unis, Japon, Inde, Australie). Une lecture que conteste dans une de ses fréquentes diatribes anti-indiennes le *Global Times*, proche du Parti communiste chinois, qui concède toutefois « qu'il est évidemment nécessaire et positif pour la Chine, la Russie, l'Iran et le Pakistan – les quatre voisins les plus importants de l'Afghanistan – de renforcer la coordination sur la question afghane<sup>28</sup> ».

26. « Taliban Say they Won't Work with US to Contain Islamic Sate », Associated Press, 9 octobre 2021, disponible sur : [apnews.com](https://apnews.com).

27. « Afghan Abandonment a Lesson for Taiwan's DPP: Global Times editorial », *Global Times*, 16 août 2021, disponible sur : [www.globaltimes.cn](https://www.globaltimes.cn).

28. L. Xingshun, « Hype of "New Quad" Reflect India's Guilty Consciousness as an Accomplice to Threaten Peace », *Global Times*, 2 septembre 2021, disponible sur : [www.globaltimes.cn](https://www.globaltimes.cn).

Entre Indo-Pacifique cher à Washington et Eurasie chère à Moscou, l'Afghanistan, tombeau des empires et voisin de la Chine, reste une pièce de choix sur l'échiquier des puissances.



---

#### Mots clés

Afghanistan  
Talibans  
Gouvernance  
Daech